



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.2/44/L.17
30 octobre 1989

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-quatrième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 88 a) de l'ordre du jour

ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE : PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Algérie, Argentine, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchad, Togo, Tunisie et Zaïre : projet de résolution

Assistance économique spéciale au Tchad

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 43/205 du 20 décembre 1988 et ses résolutions antérieures sur l'assistance à la reconstruction, au relèvement et au développement du Tchad et sur l'assistance économique spéciale à ce pays,

Rappelant la table ronde sur l'assistance au Tchad organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement à Genève les 4 et 5 décembre 1985 en conformité avec les arrangements convenus à la Conférence internationale sur l'assistance au Tchad, tenue en novembre 1982,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'assistance économique spéciale au Tchad ^{1/}, qui porte notamment sur la situation économique et financière du Tchad, sur la situation de l'assistance fournie en vue du relèvement et de la reconstruction du pays et sur les progrès réalisés dans l'organisation et l'exécution du programme d'assistance en faveur de ce pays,

Considérant que les effets de la guerre et des calamités et catastrophes naturelles compromettent tous les efforts de reconstruction et de développement du Gouvernement tchadien,

^{1/} A/44/418.

Notant que la table ronde des donateurs sur l'assistance au relèvement et à la reconstruction de la région septentrionale du Tchad a été organisée, par le Gouvernement tchadien, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, les 14, 15 et 16 décembre 1988,

Notant également que les tables rondes sur l'éducation et le développement des ressources humaines et sur la santé publique et le bien-être familial seront organisées, par le Gouvernement tchadien, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, en 1990,

Constatant avec satisfaction que le plan intérimaire pour 1986-1988 arrive à terme et qu'un plan de développement pour 1990-1994 sera soumis aux bailleurs de fonds en 1990,

1. Exprime sa gratitude aux Etats et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont répondu et qui continuent de répondre généreusement aux appels du Gouvernement tchadien et à ceux du Secrétaire général en fournissant une assistance au Tchad;

2. Sait gré au Secrétaire général des efforts qu'il fait pour sensibiliser la communauté internationale aux difficultés du Tchad et pour obtenir des ressources en faveur de ce pays;

3. Renouvelle la demande faite à tous les Etats, aux organismes et programmes compétents des Nations Unies ainsi qu'aux institutions économiques et financières internationales pour qu'ils continuent de contribuer au relèvement et au développement du Tchad;

4. Note avec satisfaction que la table ronde sur l'assistance au relèvement et à la reconstruction de la région septentrionale s'est tenue à N'Djamena les 14, 15 et 16 décembre 1988;

5. Prie le Secrétaire général de continuer d'évaluer, en collaboration étroite avec les organismes humanitaires concernés, les besoins d'ordre humanitaire en particulier dans le domaine sanitaire, des personnes déplacées;

6. Invite tous les Etats, organismes et programmes compétents des Nations Unies à participer activement :

a) A la table ronde des bailleurs de fonds et donateurs pour la mise en oeuvre du plan quinquennal de développement pour le Tchad pour 1990-1994 qui aura lieu en 1990 à Genève;

b) Aux tables rondes sur l'éducation et le développement des ressources humaines et sur la santé publique et le bien-être familial, prévues en 1990 à N'Djamena;

7. Demande au Secrétaire général de garder la situation au Tchad à l'étude et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session.
